

GE_GERICHTE ATAS/1002/2008 vom 16. Mai 2007

GE Cour de justice, 2007-05-16, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATAS_1002_2008

FR: GE_GERICHTE ATAS/1002/2008 du 16 mai 2007

IT: GE_GERICHTE ATAS/1002/2008 del 16 maggio 2007

Erwägungen

E. 1

L'art. 25a de la loi fédérale sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle, vieillesse, survivants et invalidité du 17 décembre 1993 (LFLP), entré en vigueur le 1er janvier 2000, règle la procédure en cas de divorce. Lorsque les conjoints ne sont pas d'accord sur la prestation de sortie à partager (art. 122 et 123 Code Civil - CC), le juge du lieu du divorce compétent au sens de l'art. 73 al. 1 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle du 25 juin 1982 (LPP), soit à Genève le Tribunal cantonal des assurances sociales depuis le 1er août 2003, doit, après que l'affaire lui a été transmise (art. 142 CC), exécuter d'office le partage sur la base de la clé de répartition déterminée par le juge du divorce.

E. 2

Selon l'art. 22 LFLP (nouvelle teneur en vigueur depuis le 1er janvier 2000), en cas de divorce, les prestations de sortie acquises durant le mariage sont partagées conformément aux art. 122, 123, 141 et 142 CC; les art. 3 à 5 LFLP s'appliquent par analogie au montant à transférer (al. 1). Pour chaque conjoint, la prestation de sortie à partager correspond à la différence entre la prestation de sortie, augmentée des avoirs de libre passage existant éventuellement au moment du divorce, et la prestation de sortie au moment du mariage, augmentée des avoirs de libre passage existant éventuellement au moment de la conclusion du mariage (cf. art. 24 LFLP). Pour ce calcul, on ajoute à la prestation de sortie et à l'avoir de libre passage existant au moment de la conclusion du mariage les intérêts dus au moment du divorce (ATF 128 V 230; ATF 129 V 444).

E. 3

En l'espèce, le juge de première instance a ordonné le partage par moitié des prestations de sortie acquises durant le mariage par les demandeurs. Les dates pertinentes sont, d'une part, celle du mariage, le 14 décembre 2000, d'autre part le 23 juin 2007, date à laquelle le jugement de divorce est devenu exécutoire.

E. 4

Selon les renseignements recueillis, la prestation acquise pendant le mariage par la demanderesse est de 1'551 fr. S'agissant de sa prestation de libre passage auprès de la Fondation de libre passage 2ème pilier de la Banque COOP, elle a été entièrement accumulée avant le mariage. Il est à préciser à cet égard que la différence entre le montant au moment du mariage et celui au moment du divorce représente les intérêts encourus sur le montant de 30'082 fr. pendant ce laps de temps. Partant, au vu de ce qui a été exposé ci-dessus au considérant 2 in fine, l'avoir de vieillesse auprès de cette dernière fondation ne fait pas l'objet du partage. Quant au demandeur, il n'a accumulé aucune prestation de prévoyance durant le mariage. Ainsi, la demanderesse doit à son ex-époux le montant de

775 fr. 50 (1'551 fr. ./ 2).

E. 5

Selon l'art. 5 al. 1 let. c LFLP, l'assuré peut exiger le paiement en espèce de la prestation de sortie lorsque le montant de la prestation de sortie est inférieure au montant annuel des cotisations de l'assuré.

A/1543/2008 4/5 En l'occurrence, il appert que la somme revenant au demandeur est inférieure au montant annuel des cotisations de la demanderesse, dans la mesure où celles-ci ont trait à la période de janvier à juillet 2004. Aussi, le demandeur peut-il prétendre à ce que le montant de 775 fr. 50 lui soit versé en espèce.

E. 6

Conformément à la jurisprudence, depuis le jour déterminant pour le partage jusqu'au moment du transfert de la prestation de sortie ou de la demeure, le conjoint divorcé bénéficiaire de cette prestation a droit à des intérêts compensatoires sur le montant de celle-ci. Ces intérêts sont calculés au taux minimum légal selon l'art. 12 OPP 2 ou selon le taux réglementaire, si celui-ci est supérieur ((ATF 129 V 255 consid. 3).

E. 7

Aucun émolument ne sera perçu, la procédure étant gratuite (art. 73 al. 2 LPP et 89H al. 1 de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985).

A/1543/2008 5/5

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.